

L'Humanité *rouge*

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE



vendredi
21 janvier 1977

No 609

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Parisien libéré

Cessation des poursuites! Libération immédiate des travailleurs arrêtés !

Douze travailleurs du Parisien Libéré ont été condamnés à de lourdes peines de prison et amendes, 7 autres traduits jeudi 20 devant la justice bourgeoise. 9 manifestants qui s'opposaient à la livraison du Parisien Libéré, seul journal à paraître mercredi, 9 parmi les centaines présents et qui se sont heurtés aux flics venus protéger la sortie de ce journal, ont été interpellés et sont toujours emprisonnés.

Tout cela vient s'ajouter aux expulsions par la force et à toutes les pressions possibles.

Le capital n'aura pas ménagé ses efforts pour tenter d'écraser les travailleurs du Parisien Libéré.

Dans la situation de crise actuelle, le capitalisme met en œuvre tous ses moyens pour briser les luttes des travailleurs et il accentue la répression. Et ce qu'il tente en particulier d'empêcher, c'est que les travailleurs opposent leur violence à celle des flics et des patrons, prennent

réellement les moyens de leur victoire.

Longtemps, sous la bannette révisionniste, les luttes étaient restées dans le cadre de la légalité bourgeoise. Mais les travailleurs, à la ville ou à la campagne, qu'ils soient ouvriers ou paysans, font désormais souvent éclater ce carcan

dans leur volonté de ne pas faire les frais de la crise, ils s'opposent ainsi violemment à la bourgeoisie, qu'elle soit de droite ou de «gauche».

Il en est ainsi dans ce secteur stratégique et en pleine restructuration qu'est la presse dont les différents clans bourgeois se disputent le contrôle et le monopole.

Et dans les luttes, de l'IMRO à Montlouis, de Caron-Ozanne à Hélio-Cachan en passant par Ouest-France tout récemment, les révisionnistes ont cherché à maintenir les travailleurs dans l'isolement, les ont parfois ouvertement combattus et ont tout au plus lancé quelque action symbolique ne visant qu'à maintenir leur apparence de prétendus défenseurs des travailleurs.

Il en fut de même en fin de compte au Parisien Libéré. S'ils font du bruit autour c'est pour en faire un cheval de bataille dans leurs visées électorales et pour encore se donner le masque des «grands défenseurs».

Et la répression qui s'abat durement sur les travailleurs du Parisien n'empêche pas ces messieurs de poursuivre sereinement leurs négociations visant à planifier les licenciements.

Mais au sein des grévistes du Parisien Libéré, parmi même des délégués du syndicat du Livre qu'ils contrôlent, la colère ouvrière mûrit contre ces faux défenseurs des travailleurs.

Après les saisies-arrêts sur salaires pour les loyers, des saisies-arrêts pour les impôts locaux

LE PCF SUR LES TRACES DE LA SONACOTRA

Une des revendications importante des résidents de la SONACOTRA est l'obtention d'un statut de locataire, comme dans n'importe quel HLM. Cela entraînerait bien sûr la liberté complète de circulation pour qui que ce soit dans les foyers, et le remplacement des gérants par de simples concierges. Or les foyers Sonacotra sont considérés comme des foyers hôtels et les résidents n'ont toujours pas eu satisfaction sur ce sujet.

Ce statut de Foyer-hôtel entraîne légalement un paiement de «prestations de services» à la journée, pour ceux qui y habitent. Première contradiction, les résidents dont on n'accepte pas la revendication d'un statut de locataire, ont toujours eu à payer un loyer

mensuel et non des «prestations de service» journalières avec note détaillée comme cela doit être légalement fait dans tous les cas. On comprend d'ailleurs la difficulté de la Sonacotra à agir légalement en l'occurrence car de quels services fait-elle bénéficier les résidents ?

Deuxième contradiction, si les résidents ne sont pas considérés comme locataires pour les droits démocratiques dont ils pourraient bénéficier, les autorités étatiques et municipales ne se privent pas de les traiter comme tels (dans quelques endroits) quand il s'agit de recueillir des impôts locaux ! C'est le principe «quand cela m'arrange tu es un locataire, quand cela me dérange tu ne l'es plus». Ainsi, certains à Garges,

à Chilly-Mazarin, à Ste Geneviève-des-Bois viennent de recevoir les fameuses feuilles jaunes d'impôts locaux.

Mieux, à Ste Geneviève-des-Bois les résidents sont menacés de saisies-arrêts sur salaire pour le paiement de ces impôts locaux. Or ce qu'il faut savoir c'est que Garges et Ste Geneviève-des-Bois sont des municipalités contrôlées par le PCF, et si c'est le trésor public, directement le gouvernement, qui est chargé de recouvrer l'impôt local, les services municipaux participent à son établissement et au recensement des locataires. Bel exemple du caractère d'ennemi des travailleurs que représente le PCF, d'autant plus dangereux qu'il en trompe encore beaucoup, en ces temps d'élections municipales.



Le tiers monde opprimé est aujourd'hui la force motrice et principale de la Révolution mondiale.

Mairie de Paris

Le coup de force de Chirac

Coup de théâtre dans un panier de crabes déjà passablement grouillant : mercredi soir, à l'issue d'un entretien d'une heure avec Barre, qui a dû être passablement orageux, voilà que Chirac annonce sa décision d'être candidat à la mairie de Paris.

Cette décision, rendue publique à grands fracas, moins de 48 h après le discours de Giscard, révèle une nouvelle fois que cela tire à hue et à dia au sein de la majorité. D'Ornano, De la Malène, Chirac, voilà qui commence à faire beaucoup de candidats pour une même majorité !

Certes les contradictions politiques ne sont pas absentes entre ces messieurs. Quelle que soit l'issue des prochaines élections législatives, qu'elles aient lieu en 78 ou qu'elles soient anticipées, le futur maire de Paris pèsera d'un poids politique très lourd au sein des politiciens bourgeois et disposera par ce poste, d'un important dispositif de manœuvres et de pressions politiques en tous genres.

Mais d'autres raisons plus crûment matérielles, expriment l'âpreté de la bagarre qui se livre autour de l'écharpe du futur maire de Paris. C'est que ce poste ouvre la voie à d'énormes opérations financières possibles, sous prétexte de rénovation de la capitale, grands travaux à y développer etc. Le budget de la municipalité de Paris atteindra en effet, 7,5 milliards.

On comprend que ce gâteau attire les requins de la haute finance et qu'ils soient nombreux à se le disputer, sous l'étiquette de la «droite» comme de la «gauche».

Italie

Berlinguer

brandit la

bannière

de

l'austérité

P.2



la France des luttes

Communiqué de presse du
comité de résidents du foyer
Sonacotra de Champigny

NOUVEL ECHEC DE LA SONACOTRA

Les résidents en grève des loyers du foyer de Champigny-sur-Marne ont été convoqués le jeudi 13 janvier au tribunal d'instance de Nogent-sur-Marne pour une tentative de «conciliation» entre la Sonacotra et les résidents, concernant les saisies-arrêts sur leurs salaires.

Ces saisies-arrêts ont été demandées par la Sonacotra pour tenter de briser la grève des loyers commencée à Champigny le 3 mars 76 et dans beaucoup d'autres foyers depuis 2 ans.

Cette nouvelle attaque de la Sonacotra constitue une injustice flagrante et n'a pas obtenu le résultat qu'elle escomptait. Le fait de passer devant le juge, n'a eu pour résultat que de renforcer la détermination et l'unité des résidents.

Nous sommes d'autant plus encouragés dans notre lutte, que notre grande mobilisation au tribunal où nous étions nombreux, ainsi que la démonstration par notre avocat de la mauvaise foi et du mépris des lois affichées par la Sonacotra, ont amené la juge à se poser des questions sur notre lutte et à venir voir avec ses propres yeux au foyer.

Elle a alors pu se rendre compte des conditions dans lesquelles sont logés les travailleurs (immigrés à 80%) de ce foyer, quel est le règlement intérieur répressif auquel ils sont soumis, les prix exagérés que la Sonacotra applique pour de véritables cellules de prison dans des constructions de la pire qualité, le total non respect des normes minimales de sécurité exigibles dans des locaux collectifs. Elle a pu entendre les témoignages des résidents sur la vie dans le foyer et le comportement raciste et provocateur du gérant, contre lequel les résidents vont d'ailleurs porter plainte pour non remise du courrier à des résidents grévistes (...). Nous espérons que

la juge du tribunal de Nogent-sur-Marne sera conséquente avec ce qu'elle a vu et qu'elle prendra la décision de refuser les saisies-arrêts sur nos salaires. Nous attendons sa décision d'ici quelques jours.

Pour nous et pour l'ensemble des foyers en grève, quelles que soient les décisions de la «justice», la lutte continue !

Sonacotra cèdera !

Non aux saisies-arrêts sur les salaires !

Retour de nos camarades expulsés !

Le 14 janvier 1977

Le comité de résidents de Champigny.

SOUTIEN AUX GREVISTES DE LA SONACOTRA

De nombreux camarades et lecteurs ont continué à envoyer des sommes à la souscription. Le total actuel qui dépasse les 10 000 F a déjà été employé pour payer une bonne partie du matériel d'agitation propagande sorti par le comité de coordination des foyers Sonacotra en grève (55 000 affiches, 25 000 tracts, location de la Mutualité, depuis septembre 1976).

10/11/76	8 672,50 F	Une ouvrière et son mari	30,00 F
RL	20,00 F	M. Mme JD	60,00 F
Soutien	44,20 F	FG	40,00 F
"	50 F belges	Soutien de masse aux Son.	8,50 F
Melle BN	50,00 F	CDHR L. Michel	160,00 F
Des camarades AS	300,00 F	" Fromont	116,00 F
Soutien à la Sonacotra JCMLF		" C. Zetkin S	220,00 F
Torrin-Grassi	100,00 F	" NVT	0,50 F
Vive la lutte des		" G. Moquet	4,00 F
trav. imm.	40,00 F	Anonyme	113,00 F
Sousep. Sonac. CDHR	10,00 F	CDHR Semard NO	20,00 F
CD Tong Pi-wou R	50,00 F	" Fabien O	10,00 F
Soutien aux trav. imm. de		" PVC collecte	100,00 F
Sonacotra GG	200,00 F	" A. Delaune	4,00 F
CDHR 14	200,00 F	" G. Moquet	4,00 F
Franç. Imm. une seule classe		TOTAL GÉNÉRAL	
ouvrière	250,00 F	au 19/1/77	10 826,70 F

Sonacotra

Halte aux saisies-arrêts sur salaires

Venez nombreux à Longjumeau le 21 janvier

Après déjà plusieurs foyers, c'est au tour des résidents du foyer de Massy, rue Ampère, d'être convoqués devant les tribunaux, le vendredi 21 janvier à 14 heures au tribunal d'instance de Longjumeau, rue du général Leclerc (bus 199, arrêt C. Steiberg). Cela doit être pour nous tous l'occasion de réaffirmer notre soutien à la lutte des travailleurs immigrés des foyers Sonacotra en nous rendant le plus nombreux possible au tribunal ce jour-là, ou en

envoyant télégrammes ou motions de soutien au président du tribunal.

Déjà le tribunal d'instance de Pontoise a refusé les saisies-arrêts sur les salaires des travailleurs du foyer de St-Ouen-l'Aumône. Nous devons tout faire pour qu'il en soit de même à Massy comme dans les autres foyers. **POUR TOUS CEUX QUI LE PEUVENT, RENDEZ-VOUS A 12 H 30 DEVANT LE FOYER DE MASSY, RUE AMPERE A MASSY (10 MN DE LA GARE).**



Grenoble

UNE ETAPE DANS LA COORDINATION DES LUTTES CONTRE LES LICENCIEMENTS

Le vendredi 14 à la Bourse du Travail de Grenoble, 9 entreprises étaient représentées à la réunion fixée la semaine précédente au cours de la fête SAGEP, Imprimerie Générale, MJC, Oiseau Bleu.

Outre ces dernières, il y avait les Ciments Vicat (St Egrève), Thomson CSF (SESCOSEM), Raymond Boutons, Guitel (VOREPPE) et les Administratifs du Campus (St Martin d'Hères).

Les objectifs de la réunion étaient :

- Formation d'un comité de soutien dans les usines concernées par les licenciements.

- Mandat aux travailleurs licenciés en lutte pour représenter leurs camarades.

- création d'un comité de coordination.

- Tenue régulière de permanences à la Bourse du Travail.

L'intervention la plus déterminante fut celle des travailleurs des Ciments Vicat, informés depuis le 11 janvier (lors de la réunion du

CE) de la mutation à Créchy (près d'Évian) de 8 ouvriers dont 5 pères de famille, et de leur licenciement s'ils ne se rendaient pas à leur nouveau poste avant le 25 janvier.

Lors d'une AG du personnel le 13 janvier, ces travailleurs refusent leur mutation pour de multiples raisons. La direction fait contacter les épouses pour essayer de les convaincre de partir.

L'information est faite sur tous les établissements Vicat (10 au total, dont 3 dans la région grenobloise).

La direction n'ayant même pas respecté la convention collective (6 mois de préavis), rendez-vous est pris avec l'inspection du Travail pour le 24 janvier.

Des débrayages sont prévus à bref délai dans l'unité avec les autres usines Vicat contre ces mesures, dans cette société dont les bénéficiaires en 1976 ont été de 4 milliards d'anciens francs soit 35 % de plus qu'en 75 !

Foyer de l'enfance de Brétigny

Les travailleurs sociaux décidés à se battre

Les travailleurs du Foyer de l'Enfance de Brétigny/Orge, dans l'action qu'ils ont engagée pour la réouverture du foyer et contre les 96 mises à pied, ont dû affronter les flics appelés au secours par le directeur de la DASS, Padovani.

Ils appelaient à une manifestation mercredi 19 et ils organisent ce jeudi 20 à 20 h 30 une réunion publique d'information au centre culturel Gérard Philippe à Brétigny.

Comme on le voit, les travailleurs sociaux sont loin d'être démobilisés et désorganisés, comme pouvait le laisser entendre l'information parue dans notre journal la semaine dernière, peu après la fermeture du foyer. Voici des précisions sur ce conflit.

En septembre, nous avions raconté la lutte exemplaire des travailleurs du foyer : après 15 jours de grève, la DASS (direction de l'action sanitaire et sociale) signait un protocole d'accord réintégrant les 3 éducateurs licenciés et cédant sur toutes les revendications.

Après la reprise du travail, la DASS, ne s'avouant pas vaincue, remettait en cause les accords en sabotant le fonctionnement du foyer : inspections à l'improviste, pressions diverses etc, pour faire régner un climat de peur.

A l'occasion des vacances scolaires, les enfants étaient

envoyés en colonie sans les éducateurs et, le 3 janvier, ceux-ci se retrouvaient devant le fait accompli : tous les enfants placés dans divers foyers, tout le personnel se trouvait mis à pied pour une durée indéterminée.

Les enfants, on les met n'importe où, en hâte, au mépris de leur équilibre et de leur scolarité, si bien que plusieurs sont déjà en fugue !

Aujourd'hui, les éducateurs sont déterminés à se battre, organisés dans leur section CFDT, pour le maintien de l'emploi pour tous, la réouverture immédiate de négociations sérieuses sur la réorientation du foyer selon le projet de la section syndicale.

A cette date, les travailleurs attendent que le Conseil général (majorité Union de la gauche) vote les crédits pour le foyer. Ces élus, qui font d'ailleurs également partie de la Commission de surveillance, ont le choix :

- s'ils votent les mêmes crédits que l'an dernier, la DASS ne pourra justifier les licenciements (les travailleurs sont conscients qu'ils devront de toute façon se battre pour être réintégrés).

- ils peuvent aussi ne pas voter un centime, comme cela s'est passé pour le foyer Chanteloup (Arpajon 91) fermé de la même manière par le Préfet, sous prétexte de «restructuration» et d'attendre le vote du budget. Dans ce cas, le Conseil général a participé aux licenciements de tous les travailleurs de ce foyer.

A Brétigny, cela se sait, et l'on se fait peu d'illusion sur les élus de «gauche».

Le personnel du foyer appelle les sections du secteur santé-social à les soutenir, ainsi que tous les travailleurs.

Ils sont présents tous les jours à l'UL-CFDT de Brétigny où l'on peut envoyer soutien financier, pétitions, motions, pour la réintégration de tous, pour la réouverture du foyer.

Correspondant HR

Amis lecteurs
aidez-nous
achetez toujours
L'Humanité rouge
dans le même kiosque



«CMC Dufour» (Quimper)

la France des luttes

Contre les licenciements OCCUPATION DE L'USINE

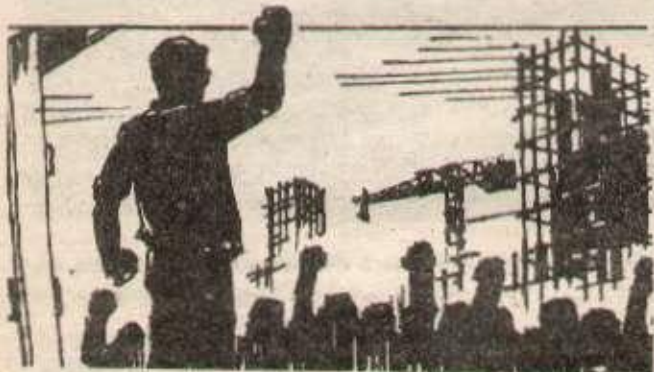
Depuis le mardi 4 janvier, les ouvriers de CMC «ex Dufour» occupent leur usine. «CMC Dufour» était une usine de métallurgie, spécialisée dans la construction de matériel de cuisson.

A cause de la concurrence, entre autres raisons, qui fait qu'avec ses 80 ouvriers, CMC ne pèse pas bien lourd face aux monopoles qui dépendent de la compagnie générale des Fonderies, Bécune et Thirode. Le patron Dufour a déposé son bilan, le 19 novembre 1976 laissant un passif de 14 220 000 F.

QUE S'EST-IL PASSÉ DEPUIS ?

Il faut tout d'abord dire que les ouvriers s'attendaient à ce dénouement : depuis le début les AG se succédaient, pour se préparer à la riposte.

En effet les paies arrivaient en retard, l'approvisionnement en matières premières manquait, les commandes n'étaient pas livrées dans les délais.



Le 19 novembre, donc, dépôt de bilan. Avec un tel trou dans la caisse et avec le passé d'Émile Dufour (dépôt de bilan déjà en 70), le tribunal de commerce se prononce pour la liquidation des biens. M. Soret, syndic, qui dirige la boîte, cherche un nouvel acquéreur.

Les délégués du personnel se prononcent alors pour la défense de l'emploi : maintien de l'emploi pour tous ! Maintien des avantages acquis ! Ce qui se traduit, tactiquement à ce moment-là, par le mot-d'ordre : continuons à travailler, maintenons la production. De façon à être payé le plus longtemps possible normalement et à faciliter la reprise par un nouvel exploitateur, qui serait tout heureux de trouver une boîte, avec un carnet de commandes fourni et le personnel au travail...

Cette tactique a permis que malgré la situation de la

boîte, les ouvriers aient 2 % d'augmentation début novembre, et 15 d'entre eux ont été réajustés début décembre, grâce à l'application d'un accord salarial de janvier 76, gagné par une grève d'une semaine.

LES PRETENDANTS

C'est tout d'abord la Comever, société grenobloise, mais le tribunal la refuse, car la nouvelle direction, qui à Quimper serait mise en place est assez douteuse : M. Bourgeois est ex-PDG de «Lou» avec plusieurs dépôts de bilan à son actif.

C'est ensuite le neveu de l'ancien patron, qui essaie de gagner la confiance des ouvriers (sans succès bien sûr) pour reprendre la boîte.

Puis la CAPIC, usine de même importance que CMC, de Quimper, qui se présente. En fait Émile Dufour était auparavant associé avec M. Caillérec, la patron de CAPIC, mais il y a 17 ans, Dufour a créé sa propre boîte, évidemment en concurrence de celle de «la Gaille».

Aujourd'hui celui-ci s'offre une petite vengeance en se présentant comme un nouvel acquéreur de son ancien associé alors qu'il n'en a ni les moyens, ni l'envie...

Enfin du «sérieux» : Thirode.

Après Bécune, Thirode est le gros de la branche «Cuisine de collectivité». La maison-mère est à Drancy, ces dernières années il a déjà absorbé Peltier à Elboeuf, et Grassier à Verriffieux.

Il a visité l'usine, a remarqué que ce que lui il fait, en 500 exemplaires, chez CMC, on le fait en 20...

En fait presque rien ne l'intéresse dans la boîte. Il veut la reprendre avec 25 ouvriers et s'approprier la marque CMC. C'est à dire 125 licenciements, et la perte des avantages acquis. Si ça réussit, il n'aura rien à déboursier, vu que les primes à la création d'emplois (1), et au développement régional vont lui être reversées, couvrant les frais d'a-

chat de la CMC.

Un patron de gauche : il a bien sûr voulu gagner les délégués pour avoir le «consensus» : «Vous comprenez moi aussi j'ai des problèmes...», «Et puis si je suis licencié, je ne toucherai pas les 90 %...», «Et d'ailleurs mes idées sont plus proches des vôtres que vous croyez... Je veux bien être nationalisé moi aussi». Un patron de «gauche», quoi... qui attend que la poire soit mûre. Et sur ce, le syndicat commence le boulot à sa place, il licencie tout le monde.

125 LICENCIEMENTS OCCUPATION

Après l'annonce des licenciements, changement de tactique. La seule possibilité qu'ont les ouvriers pour rester unis, pour avoir une arme entre leurs mains, c'est l'occupation.

Elle n'est pas engagée de gaieté de cœur. Mais depuis une semaine que ça dure, la situation s'améliore. Mé-

me ceux qui ont voté contre viennent faire leur tour de garde. L'occupation s'organise : depuis plus d'un mois, un bureau a été élu, 23 candidats se sont présentés, répartis par ateliers, déjà délégués du personnel ou du comité d'entreprise ou non, tous syndiqués.

Le vote a dégagé 10 ouvriers, et un employé qui forment le bureau de section syndicale (CFDT- 80 syndiqués sur 85 ouvriers), qui dirige la lutte.

Depuis quelque temps, des commissions sont mises en place pour étudier les différents problèmes. Comme des employés et la maîtrise sont «obligés» de travailler pendant leur préavis, les ouvriers ont placé de nouveaux cadenas sur toutes les portes et ils peuvent ainsi contrôler les mouvements dans l'usine. Et ce n'est qu'un début... CMC ira jusqu'à la victoire !

Pas un seul licenciement !
Maintien des avantages acquis !

L'A.F.P.A., la formation au service du capital

Les luttes au centre FPA de Bègles

La bourgeoisie prétend réduire les ouvriers et employés en stage au silence notamment par l'interdiction à l'intérieur des centres de toute activité politique et syndicale de classe.

C'est là un vœux pieux qui, n'en déplaise à Giscard, pantin en chef de la bourgeoisie, ne convient pas aux stagiaires et contre lequel ils entrent de plus en plus nombreux en lutte !

Déjà ont eu lieu deux coordinations nationales des FPA qui avaient pour but de renforcer le mouvement grandissant des stagiaires en lutte.

Pendant ces coordinations nationales (regroupant syndiqués et non syndiqués) les lignes de force du rôle de l'A.F.P.A. ont été tracées et dénoncées. Et un des rôles que remplit l'A.F.P.A. est celui de la fourniture au patronat d'une main d'œuvre à bon marché. C'est un des aspects que nous allons essayer d'éclaircir aujourd'hui à travers un exemple, celui de Bordeaux-Bègles.

Le centre FPA de Bègles compte 29 sections (métallurgie) dont 25 à Bègles même et 4 «détachées» à Bordeaux.

La formation est rentabilisée au maximum : ainsi, à Bègles le nombre de sections étant de 25, cela devrait donner en bonne logique 25 locaux différenciés ! Mais il faut rentabiliser, aussi pour économiser les machines, les locaux, l'outillage général, on comprime les 25 sections dans seulement 17 ateliers. C'est ainsi que 2 équipes se retrouvent dans la même journée dans le même atelier à la suite l'une de l'autre.

Pour les quatre sections «détachées» à Bordeaux (8 km), c'est l'exemple frappant du rôle que joue l'A.F.P.A. pour la production bon marché d'une main-d'œuvre qualifiée. C'est notamment pour assurer la formation d'électriciens industriels (formation qui n'existe pas sur la région), qu'il y a environ 4 ans, il a été décidé de soit-disant aménager un hangar désaffecté en bordure des quais.

Plusieurs grèves ont eu lieu pour lutter contre les conditions de travail très pénibles (chaleur étouffante en été notamment). Cet été, les stagiaires ont fait 2 semaines de grève et leurs revendications ont été satisfaites en partie (aménagement du hangar, paiement des jours de grève).

L'Humanité Rouge

A PROPOS DES MANŒUVRES DE DIVISION DANS LA CFDT

Des dirigeants nationaux de la CFDT conduits par Edmond Maire, emboitant le pas aux pratiques des dirigeants CGT, développent une campagne d'attaques contre des organisations (UD, UL, syndicats, fédérations) et des militants de la confédération. Leur objectif, c'est de renforcer la main mise des partisans de l'Union de la gauche, et du parti socialiste en particulier sur la CFDT, dans le cadre de la bataille entre partis bourgeois pour les élections législatives de 1978. Plusieurs fois mis en cause à cette occasion par les textes du Bureau national, notre journal et les militants qui s'y réfèrent, attachés à l'essor d'un syndicalisme authentiquement de classe et de masse s'adressent aux travailleurs et à la masse des adhérents CFDT pour contrer ces manœuvres de division.

Commandez et diffusez notre brochure. Son prix est de 2 F (pas obligatoirement payables à la commande) port compris. La vente peut être effectuée en souscription dans le cadre de la campagne de soutien à notre quotidien.

La bourgeoisie prétend interdire aux stagiaires de se syndiquer, ne leur reconnaît pas le statut de travailleur. C'est donc près de 60 000 stagiaires par an qui se trouvent pendant leur stage devant la bourgeoisie pieds et poings liés.

C'est cet état de fait qui a permis à la direction du centre du Montauban (Tarn et Garonne) de vider 10 stagiaires et d'en condamner 3 à rembourser leur stage, le 5 décembre 76. Ils luttèrent pour le droit des stagiaires à la liberté politique et syndicale à l'A.F.P.A.

Pour renforcer leur lutte, des premiers contacts ont été pris entre les centres de Cauderan, Bègles, Montauban, Toulouse. Il a été notamment décidé de renforcer la solidarité par une campagne de pétition contre les licenciements, pour la liberté politique et syndicale !

C'est là un premier pas qui montre la voie à suivre : *Tous ensemble et en même temps !*

Dans la suite de cet article publiée demain, notre correspondant abordera la question du rôle de la municipalité PCF de Bègles, ainsi que la lutte victorieuse des stagiaires, à propos de l'augmentation des tickets repas.

LA THESE DES TROIS MONDES

Analyse léniniste de la situation internationale

par Jacques Jurquet

Depuis 1974, les communistes marxistes-léninistes de France fondent leur ligne politique internationale sur l'analyse de la situation mondiale généralement connue sous le nom de «*thèse des trois mondes*». En vérité, leur ligne antérieure, sans énoncer explicitement l'existence de ces trois mondes, n'en tenait pas moins compte dans la pratique. Elle accordait aux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine une spécificité historique liée à la place capitale occupée dans l'évolution du monde par les luttes anti-impérialistes et anticolonialistes de leurs peuples.

Avant même la division en deux du Mouvement communiste international, les militants communistes français qui ont soutenu sans aucune réserve les guerres de révolution nationale anticolonialistes, celle du peuple algérien notamment, ont fait preuve d'une juste prise en considération des luttes menées par des peuples pour leur indépendance.

Ces luttes ne s'identifiaient pas d'emblée à des Révolutions prolétariennes et ne débouchaient pas forcément sur le socialisme à court terme, mais elles n'en affaiblissaient pas moins l'impérialisme mondial. L'attitude à leur égard constitua un point de démarcation fondamentale entre le marxisme-léninisme et le révisionnisme moderne.

Lénine le premier en avait discerné et souligné toute l'importance, et le point 8 des 21 conditions d'admission à l'Internationale Communiste avait fixé la ligne fondamentale des communistes authentiques vis-à-vis des colonies et nations opprimées.

Certes, après la seconde guerre mondiale, les analyses du Mouvement communiste international considéraient qu'existaient essentiellement deux camps qui s'affrontaient au niveau mondial : le camp socialiste ayant à sa tête l'Union soviétique et le camp impérialiste ayant à sa tête les États-Unis d'Amérique (1).

Cependant, très tôt ces analyses commencent à mettre en évidence l'existence d'une troisième composante. En 1946, au cours d'un entretien avec la journaliste américaine Anna Louise Strong, Mao Tsé-toung fit remarquer qu'entre les USA et l'URSS se situaient de vastes «*zones intermédiaires*» : l'Europe, l'Asie, et l'Afrique. Le dirigeant chinois désignait ainsi d'une part la zone intermédiaire constituée par les pays d'Europe, pays capitalistes développés en général, d'autre part la zone intermédiaire constituée par les pays d'Asie et d'Afrique, pays colonisés ou dominés par l'impérialisme, non développés en général.

Depuis cette époque, des bouleversements considérables sont intervenus. En se transformant, sous l'aiguillon du révisionnisme moderne, en État social-impérialiste, l'URSS a provoqué et précipité la désagrégation et la disparition du «*camp socialiste*».

Sous l'effet de la loi du développement inégal inhérente au système capitaliste, le «*camp capitaliste*» s'est lui-même profondément divisé.

Les coups portés aux différents impérialismes par les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine les ont tous sensiblement affaiblis. Le monde occidental n'est plus ce qu'il était au lendemain de la deuxième guerre mondiale, il a

perdu son homogénéité, son unité s'est trouvée brisée, ce qui ne signifie pas que les États capitalistes aient changé de nature.

L'essor impétueux des luttes et des guerres de Révolution nationale a concrétisé la formation globale de ce Tiers-Monde, que nous mentionnions naguère en parlant des «*pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine*».

Pour qui a lu, étudié et assimilé «*La Démocratie nouvelle*» (2), ouvrage désormais «*classique*» par lequel Mao Tsé-toung a enrichi le marxisme-léninisme en étendant l'application de ses principes au cas des colonies, cette évolution mondiale constitue un phénomène dont l'analyse est aisée et parfaitement compréhensible.

C'est d'ailleurs justement Mao Tsé-toung qui a élaboré la «*thèse des trois mondes*», sur laquelle se fonde notre ligne politique internationale actuellement.

Après avoir pris connaissance d'un nombre considérable de documents et d'informations émanant de tous les pays, de toutes les forces politiques, et donc de toutes les classes, le Président du Parti communiste chinois, utilisant la méthode vivante du matérialisme dialectique, a formulé cette thèse, pour la première fois, au mois de février 1974.

En France, certains esprits qui ne comprennent la politique du Parti frère chinois qu'à travers les déformations de leur subjectivisme, ont tenté depuis la mort du Président Mao, d'accréditer une contre-vérité historique de taille.

D'après ces personnes, qui appartiennent à l'intelligentsia pour la plupart, «*la thèse des trois mondes*» serait née dans l'esprit du seul Teng Siao-ping et serait de ce fait marquée du sceau de l'opportunisme de droite, voire d'un néo-révisionnisme. Elle ne représenterait donc pas un point de vue de classe prolétarien.

Afin d'aider ces gens à mieux cerner la réalité, rétablissons les faits.

Teng Siao-ping a prononcé le 10 avril 1974 un discours devant une session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, en tant que chef de la délégation de la République populaire de Chine.

Peut-on supposer un seul instant qu'il n'ait pas exposé le point de vue du Parti communiste chinois, dont le président encore en bonne santé était Mao Tsé-toung, sur la situation internationale ? Il s'agissait d'un acte politique d'une extrême importance, si l'on considère qu'il intervenait officiellement devant les représentants habilités de l'immense majorité des États du monde. A cette occasion, le représentant chinois a présenté de manière explicite la «*thèse des trois mondes*» (3).

Par la suite, Teng Siao-ping a été critiqué et relevé de ses fonctions dans le parti et au gouvernement, essentiellement pour des erreurs et déviations portant sur des questions de politique intérieure, et nullement, que nous sachions, pour la partie de son intervention à l'ONU traitant des liaisons et contradictions des trois mondes. D'ailleurs aujourd'hui, la politique étrangère du gouvernement chinois, décidée par le Parti communiste chinois ayant à sa tête le président Houa Kouo-feng, est restée et reste fondée sur «*la thèse des trois mondes*», thèse conforme à la pensée maotsetoung, que les manœuvres de la

«*bande des quatre*» ne sont pas parvenues à déconsidérer ni à remettre en cause.

Pour les communistes marxistes-léninistes de France comme pour leurs camarades chinois et de nombreux autres pays, «*la thèse des trois mondes*» est le point de départ de leur stratégie et de leur tactique révolutionnaires prolétariennes adaptées au monde actuel. Elle s'oppose frontalement aux analyses mystificatrices des révisionnistes modernes, quelles que soient leurs variantes de Moscou à Rome ou Paris.



Lénine au cours d'une réunion d'une Commission lors du deuxième Congrès de la 3e Internationale en 1920.

Si l'on a conscience des grands changements intervenus dans la situation internationale depuis 1950, on discerne aisément le bien-fondé de cette thèse, qui part d'une analyse de classe concrète.

En tenant compte des liens et contradictions entre les trois mondes, si l'on reconnaît que les ennemis ne peuvent être abattus tous en même temps, mais seulement l'un après l'autre, on peut définir la juste ligne d'attaque correspondant aux intérêts globaux de la Révolution mondiale, sans pour autant nuire aux intérêts de la Révolution nationale ou prolétarienne propre à chaque peuple.

Notre cible est représentée par le premier monde. Nous entendons profiter de la rivalité qui oppose les deux superpuissances, pour porter nos coups principaux à la plus dangereuse d'entre elles, à l'heure actuelle, le social-impérialisme soviétique. Ce qui ne signifie en aucune façon que nous méprisions l'impérialisme américain, contre qui nous devons aussi concentrer nos coups dans toutes les circonstances nécessaires.

Nous devons nous unir avec le tiers monde (80 % environ de la population du globe), qui constitue la force principale en lutte contre les deux superpuissances.

Naturellement, nous savons très bien que la situation interne du tiers monde reste complexe. Dans certains pays, les gouvernants sont des représentants des

classes féodales, des propriétaires fonciers ou des compradores. Il est utile de procéder à une analyse détaillée et minutieuse. Il convient de retenir comme premier critère la situation dans laquelle chaque pays se trouve par rapport à l'exploitation et l'oppression, il faut discerner s'il est agresseur ou victime de l'agression, s'il contrôle d'autres pays ou s'il est soumis au contrôle d'un pays plus puissant. Tous ces phénomènes se développent sur un seul plan, ou sur plusieurs plans à la fois : ils sont politiques, ou économiques, ou



publics faites par différents chefs d'État contre la présence en Méditerranée des flottes militaires des deux superpuissances, car ces déclarations, surtout quand elles sont suivies d'actes effectifs, entravent les entreprises hégémoniques du premier monde.

Mais cela ne nous interdit nullement de soutenir sans réserve le juste combat révolutionnaire des marxistes-léninistes et des peuples intéressés contre ces méprisables chefs d'État, qui sont des dictateurs.



Le président Mao Tsé-toung a une conversation amicale et chaleureuse avec le président Kaunda de la République de Zambie, le 22 février 1974.

Cette ligne ne peut se comprendre que si l'on renonce au vieux matérialisme cartésien, si profondément enraciné dans les esprits français, notamment chez les intellectuels, pour recourir au matérialisme dialectique qui a largement dépassé la méthode de pensée des 17e et 18e siècles pour accéder à un niveau scientifique très supérieur, dont Lénine, Mao Tsé-toung et d'autres ont prouvé l'efficacité révolutionnaire.

Lénine avait déjà bien établi que l'ère des Révolutions démocratiques bourgeoises du type ancien (comme celle de 1789 en France) était dépassée, et que les pays que nous classons aujourd'hui dans le tiers monde, allaient jouer un rôle principal pour la victoire de la Révolution mondiale.

Dans le dernier article qu'il écrivit avant sa mort, «*Mieux vaut moins mais mieux*», il précisa : «*L'issue de la lutte dépend finalement de ce fait que la Russie, l'Inde, la Chine, etc., forment l'immense majorité de la population du globe. Et c'est justement cette majorité de la population qui, depuis quelques années, est entraînée avec une rapidité incroyable dans la lutte pour son affranchissement ; à cet égard, il ne saurait y avoir une ombre de doute quant à l'issue finale de la lutte à l'échelle mondiale. Dans ce sens, la victoire définitive du socialisme est absolue et pleinement assurée.*» (4)

Cependant l'importance que nous accordons au tiers monde n'implique en aucune façon que nous sous-estimions les forces révolutionnaires des classes ouvrières des pays capitalistes. Ces dernières constituent en effet le noyau idéologique et politique sur lequel se fonde le contenu de classe de la Révolution mondiale ; sans ce noyau prolétarien et sans la direction de l'idéologie prolétarienne nous ne saurions contribuer à la formation et aux luttes d'un Front uni mondial antihégémoniste, auquel ne cessent d'appeler nos



camarades chinois sur la base des enseignements du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung.

Nous devons donc aussi profiter des contradictions entre les pays du second monde et les superpuissances, et faire en sorte de les aiguïser. Toute opposition de la France aux entreprises des deux superpuissances affaiblit le premier monde, ennemi principal des peuples du monde entier.

Mais cela ne signifie en aucune façon que les marxistes-léninistes doivent négocier leur propre impérialisme. Les partis du prolétariat ne doivent jamais abandonner le point de vue de classe et doivent comprendre dans leur cible centrale le capital monopoleur qui domine, exploite et opprime leurs peuples respectifs.

Le capital monopoleur représente en effet les intérêts de classe de la bourgeoisie, dont la contradiction avec le prolétariat reste la contradiction principale de notre société pour le moment. «*La thèse des trois mondes*» permet d'utiliser toutes les contradictions existant chez nos ennemis. Elle ne consiste en aucune façon à nous appuyer sur un impérialisme pour en combattre un autre, ou sur un révisionnisme pour en combattre un autre. Mais elle vise à abattre tous nos ennemis, l'un après l'autre. Elle est une thèse qui présente plusieurs caractères indissociables, philo-

sophique, théorique, idéologique, politique et même militaire par rapport à la question fondamentale posée aux communistes révolutionnaires prolétariens du monde entier, la question de la Révolution socialiste mondiale.

Mais, «*La thèse des trois mondes*» est-elle une innovation théorique et pratique du président Mao et n'a-t-elle jamais été formulée, sous des formes adaptées à d'autres époques, avant 1974 ?

En différentes occasions, Lénine a déjà élaboré et formulé des analyses de la situation internationale en distinguant explicitement trois mondes.

En 1916, dans «*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*», Lénine, sur la base de l'analyse politique et économique que l'on sait, aboutit à constater que le partage du monde entre les grandes puissances avait déterminé, au seuil du 20e siècle, la formation de trois catégories de pays : la première catégorie comprenait les pays les plus riches, ayant des régimes capitalistes monopolistes, mais parmi ces pays, le grand théoricien et praticien bolchevik distinguait «*d'une part de jeunes États capitalistes (Amérique, Allemagne, Japon), qui progressent avec une extrême rapidité, et, d'autre part, de vieux pays capitalistes (France, Angleterre), qui se développent, ces derniers temps, avec beaucoup plus de lenteur que les précédents.*» La deuxième catégorie comprenait les pays victimes de l'oppression et de l'exploitation, restés de ce fait dans un état arriéré. Ces pays comptaient l'écrasante majorité de la population mondiale (colonies, semi-colonies, etc.). La troisième catégorie comprenait tous les autres pays, notamment des pays capitalistes dont le développement économique était le plus arriéré, tel la Russie, ou totalement dominé par d'autres, tel le Portugal, etc. (5)

Après la première guerre mondiale, le 26 juillet 1920, lors du 2e Congrès de l'Internationale communiste, Lénine présenta le «*Rapport de la commission nationale et coloniale*» (6), dans lequel il distingua encore trois forces mondiales : le groupe dans la même catégorie les colonies d'une part, et les pays relégués au rang des colonies après leur défaite militaire d'autre part.

Cette première catégorie comptait un milliard 250 millions d'êtres humains. Dans la seconde catégorie, Lénine groupa les pays tels que les USA, l'Angleterre, le Japon qui avaient acquis d'énormes avantages grâce au partage du monde consécutif à la guerre. Ces pays comptaient 250 millions d'êtres humains. Enfin, Lénine définissait une troisième catégorie : les pays conservant leur situation d'antan mais s'en remettant aux USA économiquement et militairement. Ces pays comptaient aussi 250 millions d'êtres humains.

Lénine insista pour que l'Internationale communiste apporte une attention suffisante à la signification de cette division des forces mondiales. Il démontra encore que son analyse s'opposait fondamentalement aux thèses de la 2e Internationale, gagnée par le social-chauvinisme et le révisionnisme.

Ces thèses de Lénine, forcément différentes de celle actuelle de Mao Tsé-toung

en raison des bouleversements intervenus depuis lors, distinguaient déjà trois mondes, trois forces mondiales, et mettaient en évidence leurs liaisons et contradictions réciproques. Elles représentaient des analyses matérialistes dialectiques, effectuées du point de vue de classe du prolétariat révolutionnaire.

«*La thèse des trois mondes*» à laquelle sont attachés les communistes marxistes-léninistes de France va à l'encontre des analyses avancées dans notre pays tant par les dirigeants du faux parti communiste français que par les différents sectes trotskistes. Elle va également à l'encontre des thèses soutenues par Léonid Brejnev et par le faux parti communiste d'URSS.

Lénine nous a enseigné dans «*La maladie infantile du communisme (le gauchisme)*» : «*On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition expresse d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circospecte, la plus intelligente la moindre «fissure» entre les ennemis, les moindres oppositions d'intérêts entre les bourgeoisies des différents pays, entre les différents groupes ou catégories de la bourgeoisie à l'intérieur de chaque pays, aussi bien que la moindre possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fut-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr.*» (7)

Lénine avait profondément raison, l'Histoire en a porté maints témoignages. Aussi renvoyons-nous les amis qui nous critiquent pour notre ligne internationale et se croient les dépositaires en France du marxisme-léninisme à cette affirmation cinglante qui concluait les indications de l'imminent dirigeant de la Révolution d'Octobre : «*Quiconque ne comprend pas ce problème, ne comprend rien au marxisme.*» (7).

Notes

(1) Sur cette question, on peut consulter utilement le rapport sur la situation internationale présenté par Andreï Jdanov à la Conférence d'information de neuf partis communistes, réunie en Pologne à la fin du mois de novembre 1947. On trouve ce document en brochure éditée à l'époque par le PCF, ou dans la revue «*Les cahiers du communisme*» No 11 de novembre 1947, page 1124 à 1151.

(2) «*La démocratie nouvelles*» (janvier 1940) figure dans le tome 2 des Œuvres choisies de Mao Tsé-toung - Édition en langues étrangères - Pékin 1967 - pages 363 à 407.

(3) Le discours de Teng Siao-ping a été publié en extenso par le CILA dans le livre «*Démasquons le social-impérialisme soviétique*», pages 148 à 159 - Éditions du centenaire - Paris - Octobre 1974.

(4) «*Mieux vaut moins mais mieux*» Œuvres de Lénine - tome 33 - 2 mars 1923 - page 515 - Éditions sociales - Paris 1963.

(5) Voir «*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*», chapitre 6 intitulé «*Le partage du monde entre les grandes puissances*» - Œuvres de Lénine - tome 22 - voir plus particulièrement les pages 278 et 279 - Éditions sociales - Paris 1960.

(6) Voir «*2e Congrès de l'Internationale communiste*» - chapitre 3 - Œuvres de Lénine - tome 31 - pages 247 à 253 - Éditions sociales - Paris 1961.

(7) «*La maladie infantile du communisme, le gauchisme*» - avril-mai 1920 - Œuvres de Lénine - tome 31 - page 66 - Éditions sociales - Paris 1961.



Communiqué

Non à la projection des films racistes contre la résistance palestinienne

Nous condamnons la campagne pro-sioniste faite actuellement par la bourgeoisie, avec les films : «Victoire à Entebbé», «Raid sur Entebbé», «La longue nuit d'Entebbé», contre le mouvement de libération du peuple palestinien.

Ces films, à coups de publicité intensive, visent à inculquer dans l'esprit de la population une haine raciale contre les Palestiniens, et par contre à glorifier l'État d'Israël, maintenu au prix de sanglants massacres de tortures et d'exils.

Les terroristes, ce ne sont pas les Palestiniens qui luttent pour retrouver leur terre, et proclamer leurs droits en toute dignité, mais bien les sionistes, qui, avec l'aide de puissances impérialistes, de leurs polices secrètes et mafias, assassinent en toute tranquillité les combattants palestiniens, et ceci sur les pavés même de Paris :

— Mahmoud Saleh, cadre dirigeant de l'OLP, vient d'être assassiné le 3 janvier 1977. C'est le quatrième crime depuis celui de Mahmoud Hamchari en 73.

— Abou Daoud, membre d'une délégation officielle palestinienne, est arrêté le 7 janvier 77 par la DST. Le gouvernement français qui laisse courir les assassins et viole les règles élémentaires diplomatiques, montre ouvertement son appui aux forces fascistes d'Israël.

La venue de ces films s'inscrit dans la propagande impérialiste. Il faut les dénoncer, ne pas se laisser endormir par le bourrage de crâne de la bourgeoisie internationale.

L'Union culturelle Anti-capitaliste et Anti-impérialiste, le groupe des Peintres Arabes, le Front des Artistes plasticiens, la Jeune Peinture, Image du Peuple, Groupe 18 Mars, les amis de Mahmoud Saleh.

RECTIFICATIF

Deux erreurs se sont glissées dans le No 608 dans l'article sur l'hommage culturel à Mahmoud Saleh. Nous avons oublié de signaler l'appel de l'Union Culturelle anticapitaliste et anti-impérialiste.

Il fallait lire Front des Artistes plasticiens au lieu de Front des artistes palestiniens.

Nous nous excusons auprès de ces organisations.

MEETING DE L'HUMANITÉ ROUGE

Contre la crise capitaliste pour la révolution prolétarienne ce que proposent les marxistes-léninistes

— Intervention de travailleurs d'entreprises de la région (AOIP - Doitot - SNECMA-Corbeil)

— Intervention des délégués du comité de résidents du foyer Sonacotra de Sainte-Geneviève-des-Bois

— Intervention sur le thème «Ni plan Barre, ni Programme commun»

Montage diapo, table de presse.

VENDREDI 21 JANVIER 20 h 30

local municipal, 13 rue Léon Blum quartier des Tarterets - Corbeil - 91

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique

Je demande à adhérer à l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom Prénom
Adresse

Signature

* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.

L'histoire de l'Internationale c'est l'histoire du mouvement ouvrier (3) Nouvel essor de l'Internationale

Au lendemain du Congrès de Lille, l'«Internationale» n'est plus seulement le chant préféré des Guesdistes du Nord. Elle devient l'hymne attitré — et en quelque sorte officiel — du Parti Ouvrier Français

Trois années plus tard, nouvelle progression de «L'Internationale».

Du 3 au 8 décembre 1899, les divers groupements socialistes français se réunissent en congrès à Paris, gymnase Japy. C'est ce qu'on appelle dans l'histoire du socialisme français contemporain «le 1er congrès général des organisations socialistes françaises». Il y a là : allemands, blanquistes, broussistes, guesdistes et indépendants. On discute de la participation ministérielle à propos de Millerand, entré six mois plus tôt dans le cabinet

Waldeck-Rousseau. La lutte de lignes s'aiguise : entre socialistes «ministériels» et socialistes révolutionnaires, entre Jaurès et Guesdes, les controverses sont particulièrement vives. Mais le dernier jour, au moment où le président va prononcer la clôture, les socialistes révolutionnaires, les partisans de la ligne politique de Jules Guesdes appellent à la tribune l'un des leurs, Henri Guesquière, délégué du Nord, et lui demandent de chanter «L'Internationale». Les drapeaux décrochés sont déployés en avant de la tribune : Guesquière entonne l'hymne. La salle entière enthousiasmée, reprend le refrain. Puis les délégués font le tour de la salle, précédés de leurs bannières.

De ce jour, toutes les organisations socialistes françaises adoptent «L'Internationale».

tionale.

Suivons-la maintenant au-delà des frontières.

Les premiers congrès socialistes internationaux qui se réunissent dans les dernières années du 19e siècle ignorent évidemment les couplets d'Eugène Potier et ils demeurent fidèles à ceux de Rouget de Lisle qui n'ont pas été encore accaparés par la réaction nationaliste.

Ainsi, quand le 23 août 1891, le leader du Parti ouvrier belge Jean Volders, déclare clos le congrès de Bruxelles, il propose «pour terminer le congrès, qui a resserré les liens entre tous les prolétaires du monde, de se lever et de chanter l'hymne révolutionnaire international «La Marseillaise».

Le Congrès international de Copenhague (28 août-3 septembre 1910) prend fin dans les conditions sui-

vantes : «Les Français entonnent «L'Internationale», dit le compte-rendu officiel ; les Autrichiens «La chanson du travail» ; les Suédois, les Danois, Norvégiens et Anglais, leur chant de lutte ; puis finalement, tout le congrès chante dans un vibrant enthousiasme «L'Internationale».

Dans la «Pravda» No 2 du 3 janvier 1913, Lénine disait : «Ce chant est traduit dans toutes les langues d'Europe, et pas seulement en Europe. Quelque soit le pays où vienne à échouer un ouvrier conscient, quelque soit l'endroit où pousse le destin, quelque soit son sentiment d'être un étranger privé de langue et d'amis, loin de sa patrie — il peut trouver des camarades et des amis par le chant familier de «L'Internationale».

(A suivre).



Vie de parti

Oser dénoncer le révisionnisme

Vendredi 14, le PCF organisait à la mairie de Coutances (Manche) une réunion publique sur le thème «Venez discuter avec les communistes» en présence d'un membre du Comité central, Hofman. Nos camarades ont mis en accusation et en difficulté la ligne révisionniste impulsée par les dirigeants de ce parti.

Ils ont su la dénoncer, faits concrets à l'appui, de façon à susciter des questions dans l'esprit des

Après un très mou et très endormant discours dans un style catho (est-ce qu'il y a encore un évêché à Coutances !...) sur leur nouveau thème national «Vérité-espoir», la parole fut au public. Il n'y avait dans la salle qu'une trentaine au plus de personnes — la plupart adhérents du parti révisionniste. Nous avons tout de suite posé une question sur les nationalisations... qui ne font même pas peur à Dassault.

Leur réponse : «Les nôtres ce sera pas pareil, et déjà, regardez, c'est RENTABLE (textuellement) ; le gouvernement, chez Renault par exemple est obligé de le reconnaître » et « autant de nationalisations... autant de victoires de la classe ouvrière... c'était sans commentaire.

Une camarade : «Et Doumeng, pinardier milliardaire membre du PCF vous connaissez ?».

Réponse : «Mais bien sûr, le camarade Doumeng est un bon camarade ; il a

beaucoup de responsabilités... (toujours textuellement). Et un militant PCF dans la salle de surenchérir : «Vous ne pouvez l'attaquer comme cela ; là-bas, il fait travailler du monde».

Nous avons dit alors : «Est-ce populaire là-bas d'importer en fraude du vin d'Italie ?» — Là... un long... silence. Le masque tombait de plus en plus !

Ce fut complet lorsque nous avons montré à l'assistance, bien haut, la pleine page de publicité sur l'Humanité blanche pour le chanteur fasciste Sardou. Il nous fut répondu «Mais nous en sommes fiers» (incroyable mais vrai), la publicité permet de sortir notre journal pour les travailleurs, et puis nous ne sommes pas maîtres du contenu». «Nos lecteurs savent faire la part des choses».

Et un militant du PCF : «Vous critiquez la publicité, mais après tout, qu'est-ce que c'est sinon un moyen d'information du consommateur... (N'avons-nous

travailleurs présents et à inciter l'un d'entre eux à intervenir dans leur sens.

Certes il n'est pas toujours aisé d'obtenir de pareils résultats. Mais il faut oser, comme ces camarades, dénoncer la ligne révisionniste y compris et notamment parmi les travailleurs trompés par la ligne révisionniste et les dirigeants qui l'impulsent. Ne l'oublions jamais, c'est la classe ouvrière qu'il faut arracher à l'influence révisionniste !

pas entendu ça quelque part) «Parfois il y a de mauvaises publicités, mais il y en a aussi de bonnes»...

La publicité capitaliste pourrait être bonne !

Les militants révisionnistes étaient de plus en plus mal à l'aise. Leur «malaise» fut complet lorsque nous avons montré l'«Humanité rouge», journal indépendant des capitalistes, qui ne vit que des petits sous des travailleurs.

Furieux, ils nous dirent : «Allez-vous cesser votre «anticommunisme». C'est alors qu'un travailleur dans la salle est intervenu, haut et fort : «Mais pas du tout, c'est très intéressant tout ce qu'ils disent ; moi, j'ai compris ; pas question que j'adhère à un parti où il y a des milliardaires, pas question que j'achète un journal où parade un fasciste comme Sardou».

Hofman, membre du Comité central avait de plus en plus de mal à cacher son désarroi et la réunion se termina là. En sortant une ly-

coëne qui avait déjà assisté à quelques unes de leurs réunions nous a dit : «Ils m'ont complètement écoeuré, c'est fini...». En résumé, cette intervention a été pour nous un plein succès et un échec pour les révisionnistes. En plus cela nous permet de toujours mieux connaître le révisionnisme, de toujours mieux savoir dénoncer la ligne de ce parti et de frapper sur les points faibles qui sont innombrables pour ouvrir les yeux des travailleurs.

Correspondant HR.

QUAND VOUS
AVEZ LU LE
QUOTIDIEN
NE LE JETEZ PAS !
DONNEZ-LE
OU AFFICHEZ-LE !

Italie

BERLINGUER BRANDIT LA BANNIÈRE DE L'AUSTERITÉ

Les dernières déclarations de Berlinguer tenues ce week-end à Rome, s'inscrivent dans la droite ligne de sa politique réactionnaire, au service de la bourgeoisie monopoliste italienne. Plaidant cyniquement pour la planification de la misère du peuple, le secrétaire général de PCI a notamment déclaré que, pour lui, la politique d'austérité signifie « la mise en place d'un nouveau cadre de valeurs synonyme de rigueur, efficacité, sérieux et justice... c'est sur la base de ce jugement global que le mouvement ouvrier peut faire sienne la bannière de l'austérité; loin alors d'être une concession aux groupes dominants et aux exigences du capitalisme, l'austérité peut représenter un choix conscient ».

Rappelons que, au nom de cette austérité, la classe ouvrière et les travailleurs italiens sont victimes d'une ponction supplémentaire de 5 milliards de lires d'impôts, voient leurs salaires bloqués, leurs temps de travail allongés, leurs jours fériés supprimés, leur viande rationnée.

A cette situation, Berlinguer a trouvé un responsable qu'il évoque discrètement en parlant de « la nécessité de l'austérité imposée par l'évolution de la situation dans le monde, avec l'entrée en scène des anciens peuples et peuples colonisés qui bouleversent tous les équilibres existants ».

Suivez mon regard prétend-il dire aux ouvriers et resserez les rangs, au nom de l'« unité nationale », autour des monopoles italiens en crise, contre les revendications du Tiers Monde. « On n'a pas encore su susciter le nécessaire mouvement de masse contre les gaspillages », déplore le chef de file des révisionnistes italiens à l'issue de ce même discours. On peut faire confiance au PCI pour épauler le gouvernement dans cette besogne.

Et cela, dans toutes ses implications : comme les autres partis bourgeois qui soutiennent le gouvernement Andreotti, le PCI a participé, fin décembre, à un « sommet » sur le thème de « l'ordre public ».

Tous ces messieurs sont tombés d'accord sur la né-

cessité d'élaborer un « véritable plan anti-terroriste » et pour comprendre le « malaise des forces de l'ordre face à la montée de la criminalité politique ».

Les deniers de Judas

C'est pourquoi la reconnaissance des monopoles italiens s'exprime aussi, mais plus discrètement, par des espèces sonnantes et trébuchantes glissées dans l'es-carcelle du PCI, et en quantité !

De son propre aveu, le PCI a révélé jeudi dernier, au cours d'une conférence de presse, que son budget annuel s'élève à la coquette somme de 33,357 milliards de lires (environ 200 millions de nouveaux francs).

En ce qui concerne la provenance de ces fonds, il admet un financement de l'État de l'ordre de 13,148 milliards de lires, soit 39,6 % des entrées totales, alors que les cotisations des adhérents (1 800 000) représentent seulement 9,6 milliards de lires, soit 29,37 % des revenus avoués du PCI.

Mais l'argent ne suffit

pas aux révisionnistes, ils veulent aussi le pouvoir. Le PCI ne cesse pas de le réaffirmer : « pour tirer l'Italie de la crise, il faudra un gouvernement à participation directe des communistes ».

Le 5 janvier, il vient encore de renouveler sa proposition de constitution d'un « gouvernement d'urgence » tout en affirmant qu'il n'a pas l'intention de faire chuter le gouvernement démocrate chrétien « maintenant ». Il attend son heure pour se hisser au pouvoir dans la conjoncture qui lui soit la plus favorable possible. Celle où il pourra le mieux tromper la classe ouvrière avant de la mater.

Toutefois, il n'est pas trop pressé car il pèse déjà lourdement sur l'orientation de la politique de la bourgeoisie italienne.

Quelques soient les contradictions qui se développent entre lui et Moscou, l'influence du PCI n'est sans doute pas étrangère à la récente visite que le ministre des Affaires Étrangères italien vient de rendre à Brejnev. Dans le communiqué commun publié à l'issue de cette rencontre l'URSS et l'Italie se sont déclarées « satisfaites de leurs relations économiques et favorables à de nouvelles mesures pour arrêter la course aux armements », formules consacrées

par l'URSS pour cacher ses ambitions agressives.

Celle-ci a même été jusqu'à proposer à l'Italie de conclure un traité de non-recours la première à la force nucléaire que le ministre italien n'a quand même pas osé accepter, arguant de son appartenance à l'OTAN. Il est évident que, ayant besoin du PCI pour faire avaler aux travailleurs leur politique d'austérité, les monopoles italiens se font de plus en plus complaisants vis-à-vis de Moscou.

La colère ouvrière

Mais tout indique que les plans concoctés par les révisionnistes italiens ne se développent pas secrètement. Dans leurs rangs même on parle de beaucoup d'« incompréhension » de la base face à la politique de collaboration de classe qu'ils affichent ouvertement. Quant à la classe ouvrière sa réaction se fait de plus en plus violente, contestant les dirigeants syndicaux réformistes, elle développe de plus en plus souvent des « grèves sauvages » nombreuses, longues et dures et ne semble manifestement pas du tout décidée à faire de l'austérité sa bannière.

Seuls les bourgeois de tous poils se trouvent regroupés derrière celle-ci.

Les sionistes veulent cacher leurs crimes

Le président sortant de l'Association des correspondants de presse étrangère en Israël a dénoncé dimanche soir les pressions exercées par les militaires sionistes sur les correspondants étrangers en Palestine occupée. « Pour l'armée israélienne, a-t-il dit, nous sommes très bien placés pour servir la machine de propagande et de contre-propagande militaire ». Il a également confirmé que les autorités sionistes empêchaient les journalistes de parler des luttes qui se mènent en Cisjordanie. « Parce qu'elles craignent que cela ternisse l'image d'Israël à l'étranger ».

On comprend en effet que les sionistes ne tiennent pas à ce que l'on parle de la terreur fasciste qu'ils font régner sur l'ensemble des territoires qu'ils occupent par la force, Palestine comprise, ni de la résistance que lui oppose l'héroïque peuple palestinien. On comprend, par exemple, qu'ils aient fait le silence sur les manifestations de colère qui ont marqué à Naplouse et à Sabastia, son village natal, l'assassinat de Mahmoud Saleh à Paris par les agents de la police secrète sioniste, le Mossad.

Qu'ils disent bien, cependant que ce n'est pas en cachant une lutte qu'on la fait disparaître et qu'ils n'étoufferont pas la lutte du peuple de Palestine pour la récupération de ses droits nationaux en tentant de la masquer.

Monstrueuse mise en scène autour de l'exécution de Gary Gilmore

Rarement dans l'histoire contemporaine aura-t-on assisté à plus répugnant comme mise en scène que l'exécution de Gary Gilmore. Presse, télévision, agent littéraire, manifestants dont un enfant de 3 ans portant une pancarte réclamant l'exécution, toutes les racailles de cette société en pleine pourriture étaient là, se rassasiant d'avance du spectacle moyenâgeux auquel ils se promettaient d'assister.

Rien ne manquait jusqu'aux coups de théâtre de dernière minute retardant puis réinstaurant la date et l'heure de l'exécution.

La presse exploitait dans les derniers jours les détails les plus morbides, les moindres paroles de Gilmore, ses habits, le nombre de bourreaux, le prix de vente de ses droits d'auteur... ainsi que son apparent dérèglement mental.

Une dépêche de l'AFP indiquait même que les trois chaînes de télévision nationales avaient prévu d'interrompre leur programme national et de diffuser une émission en direct au moment prévu pour l'exécution...

Voilà pour une affaire que la créature du défunt Amaury, le « Parisien libéré » aura, n'en doutons pas, relaté dans tous ses détails.

Mais l'exécution de Gilmore n'a pas seulement révélé l'atroce visage de l'impérialisme américain, ce pays tellement démocratique que la télévision française a même pu interviewer il y a quelques semaines des condamnés à mort dans les geôles US !

C'est le coup d'envoi pour la mise en application effective de la peine de mort.

Plus de trois cent condamnés dont la majorité sont des représentants des minorités nationales, attendent le moment de leur exécution. Il va sans dire que les mesures exécutaires se retourneront contre des progressistes et des révolutionnaires le moment venu, si le peuple ne se mobilise pas sans tarder contre ces lois barbares.

Faut-il encore rappeler que Gary Tyler, ce jeune afro-américain progressiste de 18 ans a été condamné à mort par un juge et un jury raciste alors qu'il est innocent du crime dont on l'accuse ?

Faut-il ouvrir les yeux des révolutionnaires et progressistes pour voir que le macabre scénario d'avant hier pourra bien se retourner contre Tyler si nous ne nous mobilisons pas ?

Il nous faut concentrer nos efforts pour arracher Tyler aux bourreaux — ce sera la meilleure et la plus cinglante réplique à la barbarie de l'impérialisme US.

Publication en français d'un ouvrage du président Mao et d'un discours du président Houa

Dans Pékin Informations No 1 :

— Mao Tsé-toung : Sur les dix grands rapports.

— Discours à la 2e Conférence nationale pour s'inspirer de Tatchaï.

ABONNEMENT : 1 an (52 No) 21 F

E 110 : 24 rue Philippe de Girard Paris 10e

Le numéro 1 de la revue Pékin Information de janvier 1977 a publié, outre l'article du président Mao sur les 10 grands rapports, un important discours du président Houa Kouo-feng prononcé lors de la clôture de la 2e Conférence nationale pour s'inspirer de Tatchaï dans l'agriculture.

Rappelant la directive du président Mao qui précède l'analyse des 10 grands rapports « Mettre en œuvre tous les facteurs positifs de l'intérieur et de l'extérieur du pays pour qu'ils servent la cause du socialisme », le président Houa explique comment

et pourquoi les événements graves et parfois tragiques qu'a vécus la Chine en 1976 doivent se transformer en éléments positifs au service de la construction du socialisme.

Après avoir dénoncé et expliqué le complot de la bande des quatre pour prendre le pouvoir au sein du Parti, le président Houa énonce les quatre principales tâches qui incombent au Parti et au peuple chinois pour l'année 1977.

— 1) Le développement en profondeur du mouvement de masse pour dénoncer et critiquer la bande des quatre.

— 2) Le renforcement



de l'édification du Parti et du centralisme démocratique dans nos rangs.

— 3) Le développement de masse pour que l'agriculture prenne exemple sur Tatchaï, et l'industrie sur Taking afin d'imprimer un grand essor à l'économie nationale.

— 4) Le renforcement de l'étude par les masses des Œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao.

L'Humanité Rouge

Municipales

Abstention et action révolutionnaire des masses

Nos camarades de Marseille nous ont fait parvenir le texte d'une brochure qu'ils ont confectionnée pour riposter aux opérations électorales en cours. Les élections municipales de mars 77 en particulier sont d'ores et déjà une des préoccupations politiques essentielles des partis bourgeois. Les marxistes-léninistes doivent mettre à nu les objectifs de cette campagne, ses dessous. Pour cela il est indispensable que dans toute la France nos camarades et lecteurs aient le souci de nous informer, d'apporter des révélations sur les tripotouillages de tous les partis bourgeois. C'est seulement ainsi que

le PS fait beaucoup de tapage en se proclamant le premier parti de France, le PCF pour sa part, proclame qu'il est le seul parti à défendre véritablement les travailleurs. Son rassemblement du 15/12 à Marseille qu'il a qualifié de lutte alors qu'il n'était qu'une réunion électorale montre l'intérêt exclusif porté aux questions électorales.

Pourquoi de tous côtés parler autant des élections ?

Ne serait-ce pas pour faire oublier l'essentiel : la lutte de classe ! A un moment où le capitalisme est en crise et où les travailleurs prennent de plus en plus conscience qu'il fait faillite. Séguy l'a bien dit à Marseille au congrès fédéral de la CGT : « Nous ne prendrons pas d'initiatives inconsidérées qui risqueraient de troubler la sécurité des consultations électorales à venir ».

Quelle attitude devons-nous adopter par rapport aux élections et très précisément par rapport aux élections municipales ?

Ce qu'est une municipalité :

La municipalité n'est pas un organe autonome, c'est un rouage de l'État bourgeois qui a de façon locale et limitée un pouvoir de décision. La municipalité s'occupe des tâches étatiques ; exercice d'un certain pouvoir de police, aménagement de la surface de la commune, etc.

La municipalité agit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, le préfet, lui-même subordonné au ministre de l'Intérieur et au gouvernement.

La municipalité n'est pas neutre, elle fait partie de l'État bourgeois et cela chaque jour se vérifie de plus en plus :

- dans les grandes villes comme Marseille, la construction du métro, accord avec les plus grandes entreprises du bâtiment intéressées par un marché d'une telle importance, finance-

ment de l'opération par des emprunts massifs effectués auprès des plus grandes banques allemandes - que les contribuables remboursent au prix fort en payant les impôts locaux, la réalisation des grands travaux comme le CHU de la Timone sont des tâches à la taille de l'État lui-même. A Marseille, la municipalité emploie près de 10 000 personnes, c'est de très loin le plus gros patron de la ville ;

- la municipalité a de plus en plus à collaborer avec le gouvernement, elle est toujours plus intégrée à l'État. Pour réaliser ses projets, la municipalité a besoin de l'accord du gouvernement et aussi de son aide financière. La municipalité est donc un échelon de l'État. Son élection a seulement pour but de créer une certaine illusion : celle d'une soi-disant indépendance par rapport à cet État.

En fait, les municipalités, quelle que soient leurs couleurs politiques, ont exactement le même rôle : gestion efficace et rentable d'un rouage de l'État, lequel État représente les intérêts de la bourgeoisie monopoliste. Defferre à Marseille est considéré par le gouvernement comme un maire capable c'est-à-dire efficace. D'aujourd'hui, le membre du gouvernement, républicain indépendant qui brigue sa succession, l'a plusieurs fois affirmé avec même une nuance d'admiration. Les municipalités tenues par le PCF sont les municipalités les plus efficacement gérées, ce sont les experts hauts fonctionnaires qui le disent en ajoutant que par ailleurs elles ne sont pas plus démocratiques (sur le plan de la participation des habitants) et plus sociales que les autres.

Dans l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste français, la question des municipalités a toujours fait problème. Dans les années 1880, le « communalisme » (gestion des municipalités pour faire avancer le socialisme) a été âprement débat-

L'Humanité rouge pourra mener avec efficacité l'indispensable campagne de classe.

Chaque force politique de la bourgeoisie qu'elle soit de droite, ou qu'elle se dise de gauche, fait grand battage sur l'importance revêtue par les prochaines élections : municipales en mars 1977, législatives en mars 78. Les opérations « démocratie française » pour Giscard, rassemblement pour la République pour Chirac sont des opérations électorales. Les partis du Programme commun ne veulent pas être de reste.

tu et au début il fut rejeté comme une déviation dangereuse. Le développement du révisionnisme, notamment par le biais des illusions sur la transformation de l'État bourgeois sans destruction préalable, a sans doute été favorisé par la gestion des municipalités par le PCF.

En conclusion la municipalité n'est pas une collectivité publique indépendante, c'est le rouage de base de l'État bourgeois auquel l'élection donne seulement l'apparence de l'indépendance.

L'exemple de Marseille

Diverses forces politiques sont en présence. Qu'en penser ?

Defferre est un maire bourgeois qui n'a de socialiste que le nom. Il gère la ville uniquement en fonction des intérêts de la grande bourgeoisie. Defferre est très bien vu par la grande bourgeoisie marseillaise à laquelle d'ailleurs il appartient (allié aux Cordesse, famille de la grande bourgeoisie marseillaise). Il voudrait réussir l'intégration de cette bourgeoisie locale qui est en perte de vitesse aux profits de l'ensemble de la grande bourgeoisie française.

Ainsi, il a coopéré au lancement de l'opération Grand Delta pour faire de l'aire métropolitaine marseillaise une région attrayante pour la bourgeoisie mono-

poliste. Il construit le centre directionnel de la Bourse (en chassant sans ménagement les immigrés du quartier) pour associer la grande bourgeoisie locale aux retombées de l'opération de Fos, etc.

Defferre :
- c'est la prise en main des moyens d'information : « Le provençal », achat du « Méridional » (avec 550 licenciements à la clé, sur lesquels le PCF et la CGT ont été étonnamment discrets).

- ce sont les prises de position racistes dans « Le provençal », la destruction de la Vilette, des Carmes avec les centaines d'immigrés jetés à la rue

- c'est l'accueil sur les listes de patrons comme Genoyer

- c'est l'appel à l'armée contre la grève des éboueurs, ce sont les menaces contre les grévistes de l'entreprise de restauration Sodexo

- c'est la politique de clientèle où l'on se sert de la mairie ou du conseil général pour distribuer une manne à des fins électorales.

Defferre est un homme politique bourgeois particulièrement réactionnaire. Il est signataire du Programme commun. Le PCF fait des pieds et des mains pour s'allier avec lui, vainement d'ailleurs. Si le PCF recherche une telle alliance, c'est qu'elle est conforme à ce qu'il est devenu...

Après les décisions du Conseil des ministres

Manifestations des viticulteurs du Midi

Le Conseil des ministres qui siégeait hier mercredi a « décidé de faire bénéficier le vignoble français d'un plan de rénovation ».

Derrière l'objectif affiché de « produire un bon vin de table » en « décourageant » le vin industriel ou les « vins médiocres, de degré insuffisant ou de coupage et de concentration déplorable » se cachent un nouvel encouragement aux gros viticulteurs, seuls susceptibles de financer les investissements nécessaires !, un nouveau coup porté aux petits viticulteurs pour lesquels la « rénovation du vignoble français » se traduira par chômage et misère. Leur étranglement est

pudiquement baptisé de « re-conversion volontaire dans les terrains les moins aptes à une production de qualité ».

Mais le gouvernement des monopoles ne liquidera pas si aisément les petits viticulteurs du Midi. Sans même attendre les résultats du Conseil des ministres, ils s'étaient regroupés le jour même pour manifester dans les départements de l'Hérault, du Gard et de l'Aude.

Une cinquantaine d'entre eux se sont notamment retrouvés sous la bannière de la révolte de 1907, dans le petit village de Lauraguel où demeure Albert Teysseire qui avait été arrêté à la suite de la fusillade de Montredon.

Bennes Marrel (Vitrolles)

Les grévistes expulsés par les CRS

En grève depuis le 21 décembre les ouvriers des Bennes Marrel à Vitrolles occupaient l'usine depuis le 29 du même mois.

Ils en ont brutalement été expulsés par les flics tôt mercredi matin.

Les revendications des grévistes portent sur la levée de lettres d'avertissements adressées à 29 d'entre eux et 20 % d'augmentation des salaires. (Beaucoup d'entre eux gagnent moins de 1600F par mois).

Au cours d'une récente confrontation avec la direction, celle-ci s'est contentée de proposer 10 % d'augmentation et la transformation des lettres d'avertissement en « lettre d'information disciplinaires... n'entrant en vigueur qu'après la reprise du travail. Au cours d'une

assemblée générale, les ouvriers ont refusé ces propositions et décidé la poursuite de l'occupation malgré la menace d'expulsion qui s'est concrétisée mercredi.

A noter que la section CGT de l'usine s'est contentée de répondre à ce coup de force par un tract pleurnichard réclamant « de véritables négociations pour de meilleurs salaires et des conditions de travail dignes de notre époque ».

Elle s'y étonne que « au lieu de négocier pour solutionner le conflit, le gouvernement au service du patronat utilise sa police contre des travailleurs honnêtes qui veulent travailler mais aussi mieux vivre » et appelle les travailleurs du coin à protester... « auprès de la direction des Bennes Marrel ».

Travailleurs immigrés EXPULSIONS EN CHAÎNE

Mercredi soir, un immigré mauricien est arrêté au cours d'une rafle dans le métro.

Dès vendredi, il prend place dans un avion à destination de l'île Maurice. Scène courante dans notre pays où les expulsions se font toujours plus expéditives. Désormais des travailleurs qui se présentent pour de simples renseignements administratifs à la Préfecture de police prennent le risque de se retrouver sur le champ arrêtés, enchaînés, et promptement embarqués dans un avion à destination de leur pays d'origine, car ils ignorent souvent qu'ils peuvent demander à être dirigés sur un autre pays.

Un scandale qui n'a que trop duré et contre lequel nous devons impulser une vaste campagne pour le faire cesser.

ÉCOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
PÉKIN	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30	42,7 m 42,4 m 45,9 m	7026 kc 7075 kc 6536 kc